



Bruxelles, le 14 août 2012

Guerre en RDC : le silence assassin de la Communauté internationale

Depuis 1996, la République démocratique du Congo et, plus particulièrement, les régions de l'est du pays, subissent un conflit armé permanent, dont seules les populations civiles payent au jour le jour les conséquences. Aujourd'hui, c'est au tour du mouvement M23 de prendre les armes, provoquant des **déplacements forcés** des populations, des **viols** de masse, des **pillages** et la détérioration des liens intercommunautaires, le tout avec le soutien du Rwanda, selon les experts de l'ONU.

Une fois de plus, la guerre fait donc rage dans l'est de la RDC. Une fois de plus, la communauté internationale reste à peu près silencieuse. Pourtant, il faut **agir vite** pour éviter un nouvel embrasement de la région.

C'est pourquoi les membres de la Coalition « Tous ensemble pour les femmes en RDC »^[1] et la Plate-forme Afrique centrale du CNCD-11.11.11 demandent aux autorités belges de **condamner cette agression contre la RDC** et de s'impliquer davantage dans la recherche d'une solution définitive à cette crise sans fin. Sabine Kakunga, chargée Afrique centrale au CNCD-11.11.11, insiste : « *Pour nos organisations, réunies ce 9 août, il faut agir vite. La Belgique et l'UE doivent plaider pour que le Conseil de sécurité adopte une résolution condamnant clairement le Rwanda. Cette résolution doit **exiger l'arrêt immédiat de la guerre menée par le M 23 et dénoncer l'appui**, tant logistique que politique, du Rwanda à ce mouvement.* »

Pour les organisations réunies au sein de ces deux collectifs, une telle résolution devrait de plus **élargir le mandat de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RD Congo** (MONUSCO), en vue de lui permettre d'utiliser ses moyens non seulement pour la protection des civils, mais aussi pour imposer la paix et désarmer les groupes armés. La Belgique et l'UE devraient par ailleurs s'impliquer pleinement dans la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies sur l'embargo dans la région des Grands Lacs, ainsi que dans l'exécution des mandats lancés par la CPI, à commencer par l'arrestation du général Bosco Ntaganda, qui fait l'objet d'un second mandat d'arrêt depuis le 13 juillet dernier.

Contact presse : Sabine Kakunga,
chargée Afrique Centrale au CNCD- 11.11.11 (0471/794.373)

[1] *La Coalition Tous ensemble pour le Congo est constituée par des organisations de femmes, des organisations de la diaspora congolaise, des ONG et associations belges de solidarité, francophones et néerlandophones, unies pour la cause des femmes en RDC. Elle a notamment organisé la marche dans Bruxelles lors de la Journée des femmes de mars 2009 (70 organisations).*

